



Ministère des Finances  
Canada

Department of Finance  
Canada



# La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de décembre 2023

Canada 

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la vice-première ministre et ministre des Finances, 2024  
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document  
en tout ou en partie doit être adressée au  
ministère des Finances Canada.

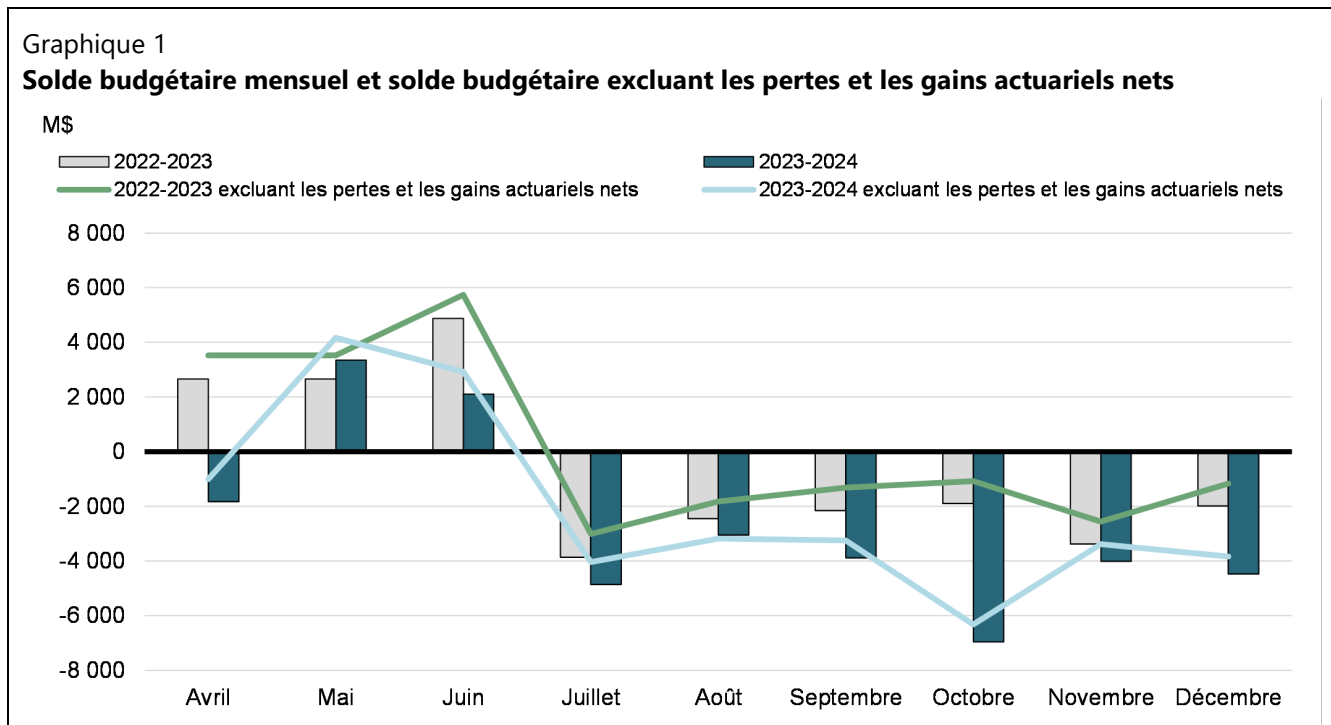
This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF  
ISSN 1487-0142

# Faits saillants

## Décembre 2023

Le mois de décembre 2023 s'est soldé par un déficit budgétaire de 4,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,0 milliards de dollars en décembre 2022. Le déficit budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 3,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,2 milliard de dollars pour la même période de 2022-2023. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.



Comparativement à décembre 2022 :

- Les revenus ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (2,6 %), ce qui s'explique en grande partie par une augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers et d'autres revenus non fiscaux.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (8,7 %), ce qui s'explique par des charges de programmes directes plus élevées.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (21,7 %), principalement sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt, ce qui a été compensé en partie par une baisse des ajustements au titre de l'indice des prix à la consommation sur les obligations à rendement réel.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,2 milliard de dollars (23,2 %), ce qui s'explique en grande partie par l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2023*, en raison des taux d'actualisations plus élevés utilisés.

## Avril à décembre 2023

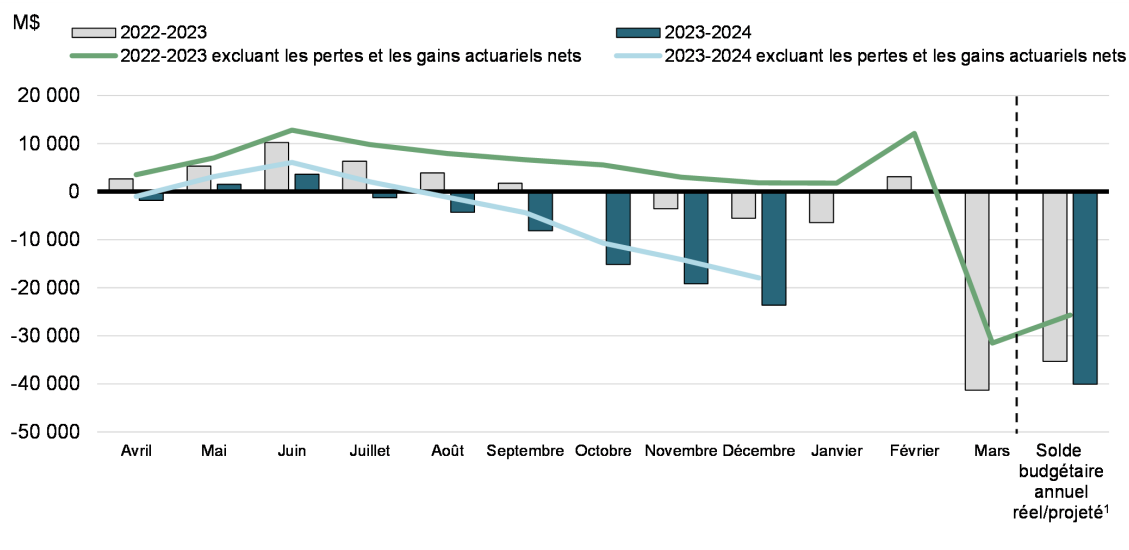
Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 23,6 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2023-2024, comparativement à un déficit de 5,5 milliards de dollars déclaré pour la même période en 2022-2023. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'élevait à 17,9 milliards de dollars, contre un excédent de 1,8 milliard de dollars pour la période d'avril à décembre 2022-2023.

Comparativement à 2022-2023 :

- Les revenus ont augmenté de 8,0 milliards de dollars (2,6 %), principalement en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, d'autres revenus non fiscaux et d'autres taxes et droits. Ces augmentations ont été partiellement compensées par une baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 18,6 milliards de dollars (6,6 %), sous l'effet des augmentations dans l'ensemble des principales catégories de dépenses.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 9,2 milliards de dollars (35,6 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt, partiellement compensée par la baisse des ajustements au titre de l'indice des prix à la consommation sur les obligations à rendement réel.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 1,7 milliard de dollars (23,2 %), principalement en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2023*.

Graphique 2

### Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes et les gains actuariels nets



<sup>1</sup>Sources : Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2022-2023; Énoncé économique de l'automne de 2023.

Tableau 1

### État sommaire des opérations

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2022	2023	2022-2023	2023-2024
<b>Opérations budgétaires</b>				
Revenus	35 326	36 258	310 038	318 070
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-33 170	-36 061	-282 350	-300 956
Frais de la dette publique	-3 319	-4 039	-25 844	-35 057
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-1 163	-3 842	1 844	-17 943
Pertes actuarielles nettes	-820	-630	-7 380	-5 670
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 983	-4 472	-5 536	-23 613
<b>Opérations non budgétaires</b>	724	11 140	-33 031	-18 556
<b>Ressources ou besoins financiers</b>	-1 259	6 668	-38 567	-42 169
<b>Variation nette dans les activités de financement</b>	7 700	9 630	16 826	65 167
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	6 441	16 298	-21 741	22 998
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>			70 520	64 794

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

# Revenus

Les revenus en décembre 2023 se sont élevés à 36,3 milliards de dollars, soit une hausse de 0,9 milliard de dollars (2,6 %) par rapport à décembre 2022.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,3 %), comparativement à la même période en 2022-2023, les hausses des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la plupart des composantes des autres taxes et droits ayant été presque entièrement compensées par une baisse des recettes de la taxe sur les produits et services et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les produits issus du régime de tarification de la pollution ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (15,1 %), sous l'effet du prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2023.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (10,3 %), sous l'effet de l'amélioration des conditions du marché du travail et de la hausse du taux de cotisation.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (26,0 %), ce qui s'explique par une augmentation des revenus d'intérêts.

Les revenus de la période d'avril à décembre pour l'exercice 2023-2024 se sont élevés à 318,1 milliards de dollars, en hausse de 8,0 milliards de dollars (2,6 %) par rapport à la même période de 2022-2023.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (0,7 %), par rapport à la même période en 2022-2023, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des revenus d'autres taxes et droits.
- Les produits issus du régime de tarification de la pollution ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (25,9 %), sous l'effet du prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2023.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (9,3 %), sous l'effet de l'amélioration des conditions du marché du travail pendant l'exercice en cours et de la hausse du taux de cotisation.
- Les autres revenus ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (13,7 %), principalement sous l'effet d'une hausse des revenus d'intérêts et des revenus nets sur opérations de change, ce qui a été compensé en partie par une baisse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises.

Tableau 2

**Revenus**

	Décembre			Avril à décembre		
	2022	2023	Variation	2022-2023	2023-2024	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Revenus fiscaux</b>						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	18 601	19 211	3,3	142 318	152 001	6,8
Sociétés	7 005	6 717	-4,1	61 512	51 629	-16,1
Non-résidents	892	802	-10,1	9 524	8 812	-7,5
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	26 498	26 730	0,9	213 354	212 442	-0,4
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 396	2 941	-13,4	36 845	39 438	7,0
Taxes sur l'énergie <sup>1</sup>	320	496	55,0	4 097	4 172	1,8
Droits de douane à l'importation	418	472	12,9	4 805	4 281	-10,9
Autres taxes et droits d'accise <sup>1</sup>	504	594	17,9	4 724	5 268	11,5
Total des autres taxes et droits	4 638	4 503	-2,9	50 471	53 159	5,3
Total des revenus fiscaux	31 136	31 233	0,3	263 825	265 601	0,7
<b>Produits issus du régime de tarification de la pollution</b>	661	761	15,1	5 485	6 906	25,9
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 171	1 292	10,3	16 930	18 498	9,3
<b>Autres revenus</b>	2 358	2 972	26,0	23 798	27 065	13,7
<b>Total des revenus</b>	35 326	36 258	2,6	310 038	318 070	2,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Les résultats cumulés des taxes sur l'énergie pour 2023-2024 ont été réduits de 10 milliards de dollars et les résultats cumulés des autres taxes et droits d'accise pour 2023-2024 ont été augmentés de 10 milliards de dollars pour tenir compte d'une reclassification des montants déclarés initialement pour la période de juillet à novembre 2023.

## Charges

Pour le mois de décembre 2023, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 36,1 milliards de dollars, soit une hausse de 2,9 milliards de dollars (8,7 %) par rapport à décembre 2022.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,6 %).
  - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (7,3 %), principalement en raison de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées, et de la hausse du nombre de prestataires.
  - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars (15,0 %), en raison principalement du calendrier des paiements des ententes sur le développement du marché du travail.
  - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a diminué de 0,1 milliard de dollars, sous l'effet du recalcul des prestations en décembre 2023.
  - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (9,4 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,9 %), en grande partie sous l'effet des hausses prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation et des transferts aux territoires, ainsi que du calendrier des transferts au titre du Fonds pour le développement des collectivités du Canada et des accords sur la santé avec les provinces et les territoires. Ces augmentations ont été compensées en partie par des variations d'une année sur l'autre dans le calendrier des transferts du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Le retour des produits issus du régime de tarification de la pollution a augmenté de 0,1 milliard de dollars. On continue de remettre l'intégralité des produits directs aux provinces ou aux territoires où ils sont générés.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (14,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (39,7 %), ce qui est principalement attribuable à l'augmentation des provisions pour passifs éventuels et du soutien agricole.
  - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,8 %), en raison principalement d'une estimation révisée des passifs éventuels, et cette diminution a été compensée en partie par le calendrier des dépenses des sociétés d'État consolidées.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (21,7 %), principalement en raison de la hausse des taux d'intérêt, ce qui a été compensé en partie par des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Les pertes et les gains actuariels nets, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (23,2 %), ce qui s'explique en grande partie par l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2023*.

Pour la période d'avril à décembre 2023-2024, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 301,0 milliards de dollars, soit une hausse de 18,6 milliards de dollars (6,6 %) par rapport à la même période l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (3,4 %).
  - Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,4 milliards de dollars (10,5 %), en raison principalement de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 75 ans et plus ont été augmentées de façon permanente de 10 % à compter de juillet 2022.
  - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard de dollars (3,9 %), en raison principalement de l'expiration des mesures temporaires liées à la pandémie visant à faciliter l'accès à l'assurance-emploi et du calendrier des paiements des ententes sur le développement du marché du travail.
  - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a diminué de 3,1 milliards de dollars, en raison de l'élimination progressive de ces prestations l'année précédente et du recalcul des prestations de l'exercice en cours.
  - Les prestations pour enfants ont connu une hausse de 1,2 milliard de dollars (6,5 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation.



- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 5,3 milliards de dollars (8,1 %), ce qui s'explique en grande partie par des hausses prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation et des transferts aux territoires.
- Le retour des produits issus du régime de tarification de la pollution a augmenté de 2,4 milliards de dollars (49,6 %), ce qui est en grande partie attribuable à une hausse des taux de l'incitatif à agir pour le climat et, à compter de juillet 2023, à l'intégration de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard au cadre pour la redevance sur les combustibles.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 8,0 milliards de dollars (6,3 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 5,3 milliards de dollars (11,6 %), ce qui est attribuable à certains facteurs, notamment des rajustements à la baisse des provisions pour l'aide en cas de catastrophe en novembre 2022, une augmentation des décaissements au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements et pour la troisième phase de l'Initiative pour la création rapide de logements au cours de l'année, des hausses des paiements relativement aux peuples autochtones et une augmentation du soutien agricole. Ces changements ont été compensés en partie par une diminution de l'aide internationale et par la subvention unique non imposable offerte par le gouvernement en 2022-2023 dans le but d'atténuer les difficultés financières des bénéficiaires du Supplément de revenu garanti et de l'Allocation qui ont touché des prestations liées à la pandémie en 2020.
  - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (3,3 %), ce qui est attribuable à la hausse des charges de personnel et des charges pour créances irrécouvrables, ainsi qu'à une variation du calendrier annuel relativement aux charges des sociétés d'État consolidées. Ces augmentations ont été compensées en partie par une baisse des charges de santé publique.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 9,2 milliards de dollars (35,6 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des taux d'intérêt, ce qui a été compensé en partie par des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 1,7 milliard de dollars (23,2 %), en raison principalement de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour le *Comptes publics du Canada 2023*.

Tableau 3

**Charges**

	Décembre			Avril à décembre		
	2022	2023	Variation	2022-2023	2023-2024	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Principaux transferts aux particuliers</b>						
Prestations aux aînés	5 995	6 435	7,3	51 153	56 541	10,5
Prestations d'assurance-emploi	1 996	1 697	-15,0	15 746	15 126	-3,9
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs <sup>1</sup>	-	-67	s.o.	246	-2 814	-1 243,9
Prestations pour enfants	2 050	2 242	9,4	18 350	19 536	6,5
Total des principaux transferts aux particuliers	10 041	10 307	2,6	85 495	88 389	3,4
<b>Principaux transferts aux autres administrations</b>						
Transfert canadien en matière de santé	3 767	4 118	9,3	33 906	37 065	9,3
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 328	1 368	3,0	11 954	12 312	3,0
Péréquation	1 827	1 997	9,3	16 440	17 972	9,3
Formule de financement des territoires	310	329	6,1	3 624	3 848	6,2
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	497	-	-100,0	2 716	1 788	-34,2
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	25	204	716,0	1 843	2 184	18,5
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires <sup>2</sup>	26	205	688,5	295	414	40,3
Autres arrangements fiscaux <sup>3</sup>	-605	-698	-15,4	-5 479	-4 993	8,9
Total des principaux transferts aux autres administrations	7 175	7 523	4,9	65 299	70 590	8,1
<b>Retour des produits issus du régime de tarification de la pollution</b>	29	82	182,8	4 931	7 379	49,6
<b>Charges de programmes directes</b>						
Autres paiements de transfert <sup>4</sup>	6 277	8 767	39,7	45 619	50 899	11,6
Charges de fonctionnement	9 648	9 382	-2,8	81 006	83 699	3,3
Total des charges de programmes directes	15 925	18 149	14,0	126 625	134 598	6,3
<b>Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes</b>	33 170	36 061	8,7	282 350	300 956	6,6
<b>Frais de la dette publique</b>	3 319	4 039	21,7	25 844	35 057	35,6
<b>Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes</b>	36 489	40 100	9,9	308 194	336 013	9,0
Pertes actuarielles nettes	820	630	-23,2	7 380	5 670	-23,2
<b>Total des charges</b>	37 309	40 730	9,2	315 574	341 683	8,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

<sup>2</sup> Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les ententes en matière de soins à domicile et en milieu communautaire et de santé mentale et toxicomanie.

<sup>3</sup> Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

<sup>4</sup> Des données comparatives ont été reclassées afin de refléter la présentation de l'exercice en cours.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

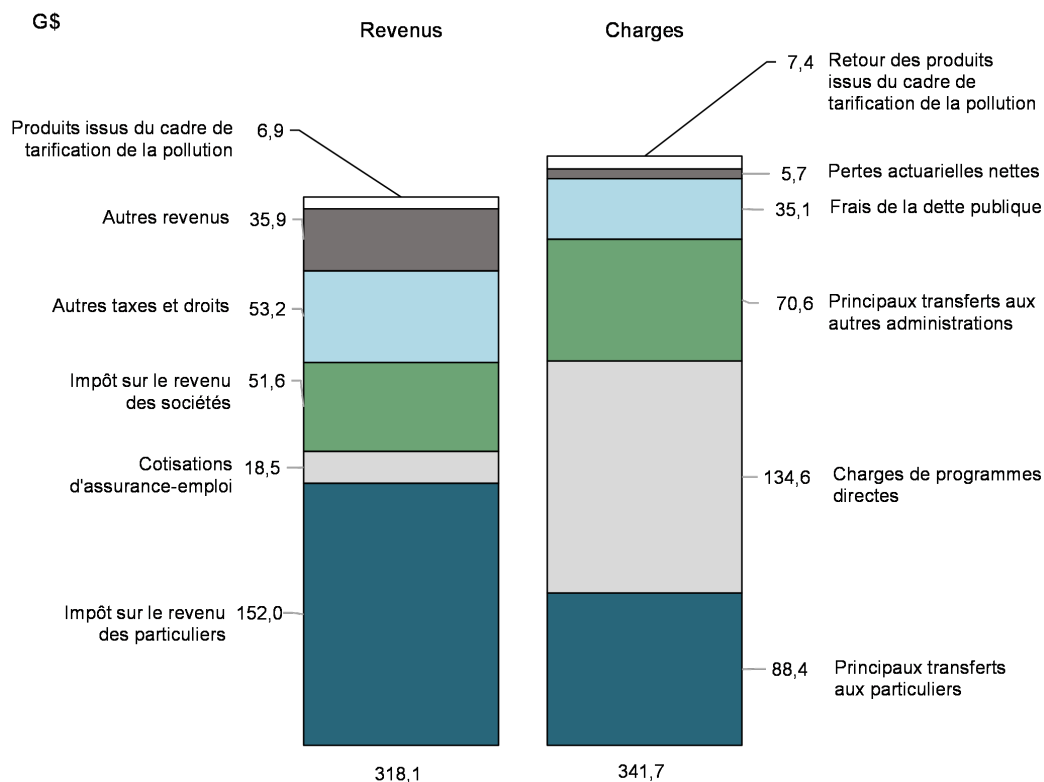
Tableau 4

**Total des charges, par article de charges**

	Décembre			Avril à décembre		
	2022	2023	Variation	2022-2023	2023-2024	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	23 522	26 679	13,4	201 344	217 257	7,9
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	5 566	5 569	0,1	47 231	49 987	5,8
Transports et communications	232	252	8,6	2 005	2 137	6,6
Information	42	52	23,8	290	275	-5,2
Services professionnels et spéciaux	1 523	1 637	7,5	11 099	12 370	11,5
Location	267	330	23,6	2 929	3 314	13,1
Réparation et entretien	344	390	13,4	2 776	2 908	4,8
Services publics, fournitures et approvisionnements	658	605	-8,1	6 377	3 798	-40,4
Autres subventions et charges	576	45	-92,2	4 358	4 905	12,6
Amortissement des immobilisations corporelles	431	492	14,2	3 857	3 918	1,6
Perte nette sur cession de biens	9	10	11,1	84	87	3,6
Total des autres charges	9 648	9 382	-2,8	81 006	83 699	3,3
<b>Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes</b>	33 170	36 061	8,7	282 350	300 956	6,6
<b>Frais de la dette publique</b>	3 319	4 039	21,7	25 844	35 057	35,6
<b>Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes</b>	36 489	40 100	9,9	308 194	336 013	9,0
Pertes actuarielles nettes	820	630	-23,2	7 380	5 670	-23,2
<b>Total des charges</b>	37 309	40 730	9,2	315 574	341 683	8,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3  
Revenus et charges (d'avril à décembre 2023)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Besoins financiers de 42,2 milliards de dollars d'avril à décembre 2023

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 23,6 milliards de dollars et des besoins financiers de 18,6 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2023 à décembre 2023 s'est soldée par des besoins financiers de 42,2 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 38,6 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2022	2023	2022-2023	2023-2024
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	-1 983	-4 472	-5 536	-23 613
<b>Opérations non budgétaires</b>				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-98	9 177	-20 565	-11 177
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	1 905	2 317	10 487	9 519
Comptes de changes et produits dérivés	-770	-191	-14 150	-9 970
Prêts, placements et avances	-55	570	-6 954	-3 892
Actifs non financiers	-258	-733	-1 849	-3 036
Total des opérations non budgétaires	724	11 140	-33 031	-18 556
<b>Ressources ou besoins financiers</b>	-1 259	6 668	-38 567	-42 169

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Activités nettes de financement en hausse de 65,2 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 42,2 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 23,0 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 65,2 milliards de dollars. L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission de bons du Trésor et d'obligations négociables.

À la fin du mois de décembre 2023, les soldes de trésorerie s'élevaient à 64,8 milliards de dollars, soit 5,7 milliards de dollars de moins qu'à la fin du mois de décembre 2022.

Tableau 6

**Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement**

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2022	2023	2022-2023	2023-2024
<b>Ressources ou besoins financiers</b>	-1 259	6 668	-38 567	-42 169
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement</b>				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 415	14 150	14 762	11 751
Bons du Trésor	1 509	-4 832	681	46 503
Total des emprunts en dollars canadiens	7 924	9 318	15 443	58 254
Emprunts en devises	-204	330	1 586	7 105
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	7 720	9 648	17 029	65 359
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-20	-18	-203	-192
<b>Variation nette dans les activités de financement</b>	7 700	9 630	16 826	65 167
<b>Variation de la trésorerie</b>	6 441	16 298	-21 741	22 998
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>			70 520	64 794

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Dettes fédérales

La dette fédérale, ou le déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année sur l'autre du déficit accumulé reflète le solde budgétaire cumulé auquel s'ajoutent les gains et les pertes de réévaluation.

Les gains et pertes de réévaluation comprennent :

- les changements à la valeur marchande des produits dérivés, comme les accords de swap et les contrats à terme sur devises, auxquels le gouvernement a recours pour gérer les risques financiers;
- certains gains et pertes non réalisés sur instruments financiers et certains gains et pertes actuariels liés aux pensions et autres avantages futurs des employés déclarés par les sociétés d'État consolidées, les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises publiques.

Les gains et les pertes de réévaluation ne sont pas pris en compte dans le solde budgétaire, mais sont plutôt imputés directement au déficit accumulé. Le gouvernement a commencé à prendre en compte les gains et les pertes de réévaluation en 2022-2023 avec l'adoption d'une nouvelle norme du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public concernant les instruments financiers.

Le déficit accumulé a augmenté de 24,5 milliards de dollars entre avril et décembre 2023, en raison du déficit budgétaire de 23,6 milliards de dollars et des pertes nettes de réévaluation de 0,9 milliard de dollars.

Tableau 7

**État condensé de l'actif et du passif**

\$ millions

	<b>31 mars 2023</b>	<b>31 décembre 2023</b>	<b>Variation</b>
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	259 440	251 939	-7 501
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	1 044 997	1 056 748	11 751
Bons du Trésor	198 899	245 402	46 503
Total partiel	1 243 896	1 302 150	58 254
Payable en devises	16 034	23 139	7 105
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 110	4 918	-192
Total de la dette non échue	1 265 040	1 330 207	65 167
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	166 425	161 825	-4 600
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	177 949	191 784	13 835
Autres passifs	7 339	7 623	284
Total des régimes de retraite et autres passifs	351 713	361 232	9 519
Total de la dette portant intérêt	1 616 753	1 691 439	74 686
Passifs des comptes d'opérations de change	44 151	43 399	-752
Produits dérivés <sup>1</sup>	4 689	100	-4 589
<b>Total des passifs</b>	<b>1 925 033</b>	<b>1 986 877</b>	<b>61 844</b>
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et créances	243 520	270 193	26 673
Actifs des comptes d'opérations de change	169 390	175 638	6 248
Produits dérivés <sup>1</sup>	3 260	962	-2 298
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) <sup>2</sup>	213 110	216 828	3 718
Actifs des régimes de retraite du secteur public	12 996	12 996	-
Total des actifs financiers	642 276	676 617	34 341
<b>Dette nette</b>	<b>1 282 757</b>	<b>1 310 260</b>	<b>27 503</b>
<b>Actifs non financiers</b>	<b>109 744</b>	<b>112 780</b>	<b>3 036</b>
<b>Dette fédérale (déficit accumulé)</b>	<b>1 173 013</b>	<b>1 197 480</b>	<b>24 467</b>

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Le solde net des actifs et passifs dérivés au 31 décembre 2023 comprend des pertes nettes de réévaluation de 0,7 milliard de dollars provenant du changement à leur valeur marchande pendant la période d'avril à décembre 2023.

<sup>2</sup> Le montant au 31 décembre 2023 comprend 0,2 milliard de dollars de pertes nettes de réévaluation des sociétés d'État entreprises et d'autres entreprises publiques, ainsi que des variations de la juste valeur des placements détenus par les sociétés d'État consolidées, pour la période d'avril à décembre 2023.

## Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

*Nota* – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec [Bradley.Recker@fin.gc.ca](mailto:Bradley.Recker@fin.gc.ca).

Février 2024